



Contre un état d'exception permanent, manifestons le samedi 30 janvier à Paris place de la République 14h30

La reconduction de l'état d'urgence par le gouvernement Valls-Hollande et les débats sur la modification de la Constitution concernant la déchéance de nationalité prévus pour le 3 février sont des signes inquiétants de réduction des libertés individuelles et collectives.

L'inclusion de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité dans la constitution romprait avec les fondements de la démocratie. Au delà de la stigmatisation des bi-nationaux, c'est la confusion entre culture, religion, nationalité et citoyenneté qui est opérée.

Les lois associées à l'état d'urgence et le projet de loi prétendant « renforcer la lutte contre la criminalité organisée » sont un pas de plus vers un état policier. Sans preuve d'efficacité aucune.

En invoquant la guerre totale, le gouvernement a choisi de nous installer dans un régime de peur et de mobilisation sécuritaire permanente.

Le SNJ-CGT appelle à manifester le samedi 30 janvier

Contre le projet de déchéance de nationalité, de prolongation et de constitutionnalisation de l'état d'urgence.

A l'appel des collectifs « Nous ne céderons pas » et « Stop état d'urgence », nombreux seront celles et ceux qui manifesteront leur hostilité à des mesures qui les heurtent et mettent à mal les libertés individuelles au nom d'une hypothétique sécurité.

Ensemble, ils diront : « déchéance de nationalité, état d'urgence, pour nous, c'est non ! » Non aux assignations à résidence arbitraires

Des rassemblements et des manifestations sont prévus dans plus de soixante-dix villes en France.

A Paris, la manifestation aura lieu place de la République, à 14h30.

Le rendez-vous pour les journalistes est prévu sur la place à l'angle de la rue du Faubourg du Temple à 14h 15

Montreuil, le 29/01/2015